

4 novembre 2016 | *Le Droit* | PAUL GABOURY pgaboury@ledroit.com

Dialogue Canada fait appel à tout le pays

Le groupe Dialogue Canada veut convaincre le plus grand nombre de Canadiens de l'importance de faire reconnaître le statut bilingue d'Ottawa dans une loi provinciale, pour refléter la dualité linguistique du pays, et pour que tous se sentent « chez eux » dans leur capitale.

« Ce serait tout un cadeau si le maire Watson annonçait avant les célébrations du 1er juillet 2017 qu'il a demandé à la province le statut bilingue pour la Ville d'Ottawa », a déclaré le présidente de Dialogue Canada, Tréva Cousineau, qui était au parlement, jeudi, appuyée par une délégation de plusieurs personnes, dont l'archevêque d'Ottawa, Mgr Terrence Prendergast.

« Ici à Ottawa, les francophones cachent souvent qu'ils parlent français, observe l'archevêque d'Ottawa. Cela leur permettrait d'être plus à l'aise. Ce serait un grand don pour tout le pays pour le 150e. »

Le groupe soutient que cette reconnaissance officielle du statut bilingue permettrait de démontrer aux Québécois que le fédéralisme progresse, selon le professeur John Trent, un des trois coprésidents du comité pour l'égalité des deux langues officielles de la capitale du Canada, de Dialogue Canada.

L'argument économique est aussi un élément important dans l'analyse en faveur d'une capitale bilingue, à ses yeux. « Notre réputation de ville bilingue attirerait des entreprises et des événements d'envergure internationale, dit-il, ce qui serait intéressant sur le plan des affaires pour les commerçants. » Les coûts liés au statut bilingue ne sont pas élevés et devraient être payés par le gouvernement fédéral, a-t-il souligné.

PRESSION ET PÉTITION

Les pressions exercées sur le maire Jim Watson et le conseil municipal pour tenter de les convaincre de la justesse de leurs arguments n'ont pas encore porté fruit, a expliqué Mme Cousineau. Par le biais d'une pétition, le groupe souhaite maintenant mobiliser le plus grand nombre possible de personnes à l'échelle du pays, surtout chez les anglophones et allophones. « Plus il y aura de citoyens se mobiliseront, plus le maire Watson et le conseil municipal devront agir pour respecter leur volonté », estime Mme Cousineau.

Sur le plan législatif, Dialogue Canada veut que la province de l'Ontario amende la loi de 1999 sur la ville d'Ottawa afin d'y enchâsser son statut bilingue et l'égalité des deux langues officielles. Une fois inscrit dans la loi ontarienne, le bilinguisme officiel assurera la pérennité de la dualité linguistique, et ne pourra être remis en question par les conseils municipaux dans l'avenir, a expliqué Gilles Ménard, également membre du comité.

Najat Ghannou, d'origine marocaine, a rappelé que la communauté francophone était « totalement » mobilisée en faveur du statut bilingue d'Ottawa, mais qu'il faut maintenant travailler davantage pour faire reconnaître la vision en faveur de la dualité et de l'égalité linguistique chez les anglophones et allophones. Elle déplore d'ailleurs que le dossier n'ait pas eu d'échos dans la presse anglophone.

Cet article a été partagé par un utilisateur de PressReader - une source en ligne de publications internationales. PressReader contient du contenu protégé, des marques déposées et d'autres informations confidentielles. Réception de cet article ne doit pas être interprétée comme octroi de toute licence, expresse ou implicite, à la propriété intellectuelle de PressReader ou éditeurs de publications présentées. PressReader - Connecting People Through News PressReader, 200-13111 Vanier Place, Richmond BC V6V 2J1, Canada Téléphone: +1 604 278 4604 © 2003-2016 NewspaperDirect Inc. dba PressReader. Tous droits réservés. Termes d'utilisation: <http://care.pressreader.com/hc/articles/206528495-Terms-of-Use> Politique de confidentialité: <http://care.pressreader.com/hc/articles/205818089-Privacy-Policy>